L'Année PhiLanthropique
The PhiLanthropic Year

Volume 6 | Printemps / Spring 2025

Credit: Tommy Trenchard

PhiLab

Coordonnées | Contact
philab@uqam.ca
www.philab.uqam.ca
514-987-3000 #8576

Directeurs de publication
Publication Directors
Elisabeth Robinot & Adam Saifer

Rédacteurs en chef | Editors in Chief
Elisabeth Robinot & Adam Saifer

Coordination de la rédaction
Edition Coordination
Laurence Croteau

Contributeurs | Contributors
Adam Parascandola
Adam Saifer
Alice Chipot
Amina Wazoumi Ignanoné
David Grant-Poitras
Diane Alalouf-Hall
Elisabeth Robinot
Éric St-Pierre
Fahad Ahmad
Hilary Pearson
Jean-Marc Fontan
Joey Mac Intosh
Jonathan Deschesnes
Joshua Newton
Karine Meaux
Katherine Lacefield
Laurence Croteau
Léo Bérenger Benteux
Michelle Riley
Peter R. Elson
Saouré Kouamé
Susan Philips
Sylvain A. Lefèvre
Taïeb Hafsi
Thierry Delvigne-Jean
Verena Gruber

Conception graphique | Graphic Design
Laurence Croteau

ISSN: 2563-3058
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2025.
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2025.

À propos du PhiLab | About PhiLab

Le **Réseau canadien de recherche partenariale sur la philanthropie** (PhiLab) a été créé en 2014 dans le cadre d'une demande de financement « développement de partenariat » obtenue du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH). Ce financement a été reconduit en 2018 pour six années par l'obtention d'une subvention « partenariat » du CRSH. Depuis 2024, PhiLab profite de financements octroyés par différentes fondations dont la Fondation Lucie et André Chagnon et la Fondation Mirella et Lino Saputo. Le Réseau pancanadien constitue un lieu de recherche partenarial, de partage d'information, de mobilisation des connaissances sur la philanthropie subventionnaire et de formation à la recherche. Les activités de recherche conduites en partenariat valorisent les connaissances auprès d'une diversité d'acteurs sociaux, d'agences gouvernementales, milieux universitaires et petits et grands médias. La valorisation des connaissances, via des outils de communication novateurs et accessibles, permet une diffusion élargie des connaissances produites ou déjà existantes. Le Réseau regroupe des chercheurs, des décideurs et des membres de la communauté philanthropique à travers le monde afin de partager des informations, des ressources et des idées.

The **Canadian network of partnership-oriented research on philanthropy** (PhiLab) was created in 2014 as part of a "partnership development" funding application obtained from the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada (SSHRC). This funding was renewed in 2018 for six years by obtaining a "partnership" grant from SSHRC. Since 2024, PhiLab has benefited from funding granted by various foundations, including the Fondation Lucie et André Chagnon and the Mirella and Lino Saputo Foundation. The Pan-Canadian Network is a hub for partnership research, information sharing, knowledge mobilization on grantmaking philanthropy and research training. Research activities carried out in partnership promote knowledge among a wide range of social players, government agencies, academics and small and large media. The valorization of knowledge, via innovative and accessible communication tools, enables a wider dissemination of the knowledge produced or already existing.

Social Sciences and Humanities Research Council of Canada
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
Canada

PHILANTHROPIE ET ZONES DE CONFLIT | PHILANTHROPY AND CONFLICT ZONES

Credit : Gabreez Productions

PHILANTHROPIE ET ZONES DE CONFLIT
PHILANTHROPY AND CONFLICT ZONES

Gestion des urgences à la Fondation de France

Par Karine Meaux, *responsable d'un pôle de gestion des urgences à la Fondation de France ;* **Diane Alalouf-Hall,** *responsable de la valorisation et de la formation au PhiLab*

Karine Meaux est responsable du département Solidarités internationales et Urgences de la Fondation de France depuis 2017. À ce titre, elle coordonne les engagements de la Fondation suite aux urgences majeures, telles que le séisme de 2015 au Népal, les ouragans dans les Antilles en 2017, la crise sanitaire liée au Covid-19 en 2020-21, l'explosion dans le port de Beyrouth ou encore la guerre en Ukraine. Elle participe aux réflexions du secteur sur les questions humanitaires et encadre une équipe en charge de programmes sur l'agriculture, la jeunesse et les droits humains, essentiellement au Maghreb et en Afrique de l'Ouest. Auparavant, elle a exercé différents postes à Coordination SUD (2011-2017) et celui de coordinatrice de projet à Caritas France (2009-2011).

Diane Alalouf-Hall est professeure associée à l'UQAM et chercheure au PhiLab depuis 2016. Elle a été coordonnatrice du Réseau PhiLab puis du directrice du PhiLab Québec et maintenant responsable de la valorisation et de la formation au PhiLab. À titre de chercheure, Diane mène une recherche postdoctorale avec la Fondation Mirella et Lino Saputo intitulée « Regards croisés sur les dons des fondations subventionnaires et la subsidiarité de l'État en lien avec la cause aînée ». Diane enseigne la gestion philanthropique à l'UdeM.

Diane Alalouf-Hall (DAH) : Bonjour Karine, Merci beaucoup d'être avec nous aujourd'hui. C'est un réel plaisir de t'avoir parmi nous. Je te propose de commencer par te présenter, puis de nous parler de l'organisme pour lequel tu travailles actuellement, et peut-être même de ceux pour lesquels tu as travaillé auparavant. J'aimerais aussi que tu partages ton expérience dans l'aide au développement et l'aide humanitaire : qu'est-ce que cela signifie pour toi ? Quels sont les principaux acteurs de ce domaine ? Comment vois-tu tout cela dans ta pratique quotidienne ? Ensuite, on pourra échanger sur les défis et les enjeux que tu rencontres dans la gestion de projets, ainsi que sur ton métier. Si tu as des exemples concrets à partager, ce serait génial pour nos étudiants, qui sont très motivés et curieux d'en apprendre davantage.

Karine Meaux (KM) : Merci beaucoup de me donner l'opportunité de partager mon parcours avec vous aujourd'hui. Je suis Karine Meaux, responsable d'un pôle de gestion des urgences à la Fondation de France. Je reviendrai plus en détail sur ce que fait la Fondation, mais avant cela, je pense qu'il peut être intéressant pour vos étudiant·e·s, notamment, de comprendre un peu comment on devient responsable des urgences dans une fondation privée. Évidemment, les parcours professionnels, sont différents et peuvent évoluer avec le temps. À titre personnel, je m'approche de la

cinquantaine, et il y a eu beaucoup de changements depuis le début de ma carrière. Initialement, je m'étais engagée en tant que bénévole dans des associations françaises. Par la suite, j'ai obtenu un master 2 en droit international public et, même si je pensais me lancer dans une thèse, l'idée de passer plusieurs années à compiler des travaux existants ne m'a pas attirée. J'étais plus intéressée par la pratique, d'où mon choix de partir en Colombie dans les années 1990, un pays encore en guerre à cette époque. J'y ai travaillé comme bénévole pour des associations locales, dont la Croix-Rouge colombienne, et j'ai aussi enseigné le droit international à l'Université de Los Andes.

Cette expérience m'a amenée à rencontrer des gens qui ont bouleversé mes plans de carrière. Initialement, je voulais passer les concours du ministère des Affaires étrangères pour devenir diplomate. Mais, au fil de mes rencontres, mes projets ont pris une autre direction, et je me suis retrouvée dans le secteur des ONG. En Colombie, j'ai travaillé avec la Croix-Rouge, puis j'ai poursuivi mon parcours en Russie avec une ONG locale, avant de rejoindre le Secours Catholique (du réseau Caritas), une organisation française bien connue, en 1999. J'ai été envoyée au Kosovo, peu après la fin de la guerre en Yougoslavie, pour y travailler sur des missions humanitaires. Pendant plus de 20 ans, j'ai évolué dans ce milieu, souvent à des postes administratifs ou plus sociaux, mais très vite, les questions de droit, de justice et de plaidoyer ont émergé dans mes fonctions. J'ai travaillé à la coordination des ONG françaises, un réseau appelé « Coordination Sud », où j'ai été impliquée dans le renforcement des capacités des ONG et dans la défense de leurs intérêts, notamment en matière de droit, de justice, de plaidoyer, ainsi que sur des thématiques comme l'agroécologie ou le genre.

Il y a sept ans, j'ai rejoint la Fondation de France, un organisme privé fondé après la Seconde Guerre mondiale par l'État français, qui a constaté la solidarité citoyenne née durant la guerre. Cette fondation soutient l'engagement privé en complément des actions de l'État. Je suis arrivée là après avoir passé 20 ans dans le secteur des ONG, et j'ai ressenti le besoin de sortir de ma zone de confort pour avoir un impact plus direct et concret.

Le monde des fondations était pour moi encore un univers assez mystérieux, et je me suis dit que cela valait la peine de le découvrir. La Fondation de France a été créée dans un contexte historique où l'État a compris qu'il ne pouvait pas tout gérer seul et que la solidarité entre citoyens et citoyennes était un levier essentiel, notamment dans des périodes de crise.

Le rôle de la Fondation de France est donc de permettre à ceux et celles qui souhaitent aider à trouver les meilleurs projets à financer. Concrètement, cela signifie que les donateurs ou donatrices nous confient de l'argent pour des projets de réhabilitation ou d'accompagnement social, économique, culturel, comme par exemple, financer des écoles au Cambodge. Nous nous chargeons de sélectionner les projets les plus pertinents, puis de les accompagner financièrement, tout en vérifiant qu'ils sont réellement dans l'intérêt général.

Ce modèle est soutenu par une incitation fiscale importante. Lorsque des particuliers ou des entreprises font un don, ils bénéficient d'une réduction d'impôt de 60 % sur le montant du don, ce qui est un avantage non négligeable pour encourager la philanthropie.

Un autre aspect intéressant de la Fondation de France est la gestion des « fondations abritées » (fonds dédiés). Ces fondations permettent à des donateurs ou donatrices de garder un contrôle sur la destination de leurs fonds tout en bénéficiant de l'expertise de la Fondation pour assurer la bonne gestion des projets. Par exemple, si un donateur souhaite soutenir des agriculteurs au Sénégal, il peut choisir les projets à financer, tout en nous confiant la gestion des aspects administratifs et financiers.

Le monde des fondations est souvent méconnu, mais il est essentiel dans le paysage de l'aide au développement. Par exemple, certaines fondations d'entreprises collectent souvent des fonds pour des projets sociaux ou humanitaires, et les fondations familiales soutiennent des initiatives souvent liées à leurs propres histoires, comme la recherche médicale, en mémoire d'un être cher disparu. Ce sont des acteurs précieux dans l'écosystème global de la solidarité. À la Fondation de France, nous gérons un budget d'environ 300 millions d'euros par an. Cela comprend une part importante dédiée à la collecte de fonds, mais également une gestion de projets très spécifique, tant au niveau local qu'international. C'est un modèle qui s'ajoute à d'autres formes d'engagement dans l'aide au développement et l'humanitaire.

DAH: Nous parlons beaucoup des ONG et des acteurs classiques de l'écosystème de la solidarité internationale, et ton commentaire montre qu'il

existe d'autres acteurs, peut-être moins connus, qui jouent également un rôle crucial. Ce que j'aimerais approfondir maintenant, c'est la distinction que tu fais entre les projets de développement et les projets humanitaires. Tu nous as parlé de ton intervention au Kosovo, donc des missions d'urgence humanitaire post-conflit, mais tu évoques aussi des projets à plus long terme, comme la réhabilitation des écoles ou les projets d'agriculture. J'aimerais donc t'entendre sur cette dualité dans ton travail : comment jongles-tu entre ces deux types de projets, qui sont à la fois très différents dans leur approche et leurs objectifs ? Quelles sont les spécificités de ces projets, et comment les finance-t-on à travers la philanthropie ?

KM : C'est un point très intéressant que tu soulèves, parce qu'on continue sou-vent de présenter le monde humanitaire et le monde du développement comme deux sphères distinctes. D'ailleurs, cette séparation est aussi structurée au niveau des bailleurs de fonds : on a ainsi au sein de l'Union Européenne ECHO pour les urgences et europaid pour le développement, et en France, le Centre de Crise et de Soutien pour les urgences et l'AFD (Agence Française de Développement) pour le développement.

Pourtant, dans ma propre expérience, je me suis souvent retrouvée à travailler dans la zone grise, là où ces deux mondes se croisent. Je vais prendre un exemple concret. En 2004, j'étais en charge de projets en Asie au moment du tsunami. C'est un cas de figure où l'urgence est particulièrement forte. Beaucoup d'argent arrive rapidement. Il faut déployer des solutions très vite sur le terrain. Cela implique souvent de dégrader les processus habituels pour accélérer l'intervention. Cependant, c'est aussi dans l'urgence que les exigences en termes de qualité sont les plus élevées, avec des standards comme les standards Sphère, qui ont été créés initialement pour l'humanitaire.

Paradoxalement, c'est souvent dans ces moments, où l'on doit agir le plus rapidement, que l'on doit aussi se conformer à des exigences strictes de contrôle et de rigueur. Ce qui me frappe aujourd'hui, c'est que, malgré l'évolution de notre secteur au 21e siècle, on continue de parler de l'aide humanitaire et du développement comme deux réalités séparées.

Ce clivage est, à mon sens, de plus en plus artificiel. Ce qui a vraiment changé ma perspective sur le sujet, c'est le fait que j'ai principalement travaillé avec des organisations locales. Par exemple, au Tchad, pendant la guerre du Darfour, je collaborais avec la Caritas tchadienne, qui était là bien avant la guerre et y est toujours présente aujourd'hui. Ces organisations locales sont les véritables acteurs du développement et de l'humanitaire. Les ONG internationales, quant à elles, jouent un rôle de sou-tien, notamment financier et technique, et parfois de soustraitance des actions locales. Lorsque l'on travaille avec ces acteurs locaux – par exemple, l'association des femmes d'un village ou l'association des agriculteurs d'une région – on se rend compte qu'ils sont aussi confrontés aux défis de l'urgence. Les mêmes organisations qui gèrent le développement, au quotidien, sont celles qui doivent s'adapter et ajuster leurs pratiques lorsqu'une crise survient. Et là, les acteurs humanitaires interviennent pour les mobiliser et organiser des réponses urgentes, mais ce sont souvent les mêmes qui gèrent à la fois l'urgence et le développement sur le terrain.

Cela m'amène à dire que, dans mon parcours, je suis passée du secteur du déve-loppement à celui de l'urgence, mais très rapidement, tout cela est devenu très fluide, surtout en travaillant avec des acteurs locaux. Les frontières entre dévelop-pement et urgence se sont estompées, car les mêmes acteurs interviennent sur des projets à long terme tout en étant prêts à réagir en cas de crise immédiate.

Je voudrais aussi évoquer les répercussions de deux crises récentes qui ont bouleversé le secteur des solidarités internationales : la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine. Ces crises ont profondément modifié notre manière de travailler.

D'une part, elles ont montré à quel point nous, en tant qu'acteurs du développement et de l'humanitaire, nous avons dû nous adapter et réagir rapidement. Cela nous a placé dans une position différente, nous faisant comprendre les difficultés des acteurs locaux, que parfois nous considérions de façon un peu distante, en leur donnant des conseils sur la manière de planifier ou de gérer leurs projets.

Avons-nous été plus efficaces pendant la crise du COVID ? Je ne crois pas.

Si l'on regarde l'exemple de l'Ukraine, on voit également beaucoup d'organisations internationales, ONG et acteurs non gouvernementaux, qui sont arrivés sur place et se sont rapidement heurtés à un mur. Parce qu'en Ukraine, ils n'étaient pas face à la petite association du Sud des années 2000. Non,

ils étaient confrontés à des organisations locales extrêmement structurées, numérisées, bien formées, qui parlent l'anglais et qui connaissent parfaitement leurs besoins. Ces organisations locales n'ont pas du tout apprécié l'arrivée de certaines ONG européennes ou américaines, débarquant avec l'idée de leur dicter leur conduite sous prétexte de principes humanitaires, tels que la neutralité, l'impartialité, la justice…

Ces principes, souvent imposés de l'extérieur, ne sont même pas toujours compris ou acceptés sur le terrain, surtout lorsqu'on ne prend pas la peine de sonder les acteurs locaux pour voir si ces principes résonnent dans leur réalité. Cela remet énormément en question notre approche. En fait, ça nous force à réfléchir sur notre propre rôle et notre place.

Si l'on regarde l'exemple de l'Ukraine, on voit également beaucoup d'organisations internationales, ONG et acteurs non gouvernementaux, qui sont arrivés sur place et se sont rapidement heurtés à un mur. Parce qu'en Ukraine, ils n'étaient pas face à la petite association du Sud des années 2000.

Par exemple, en Europe, on a vu la réaction face à l'accueil des réfugié·e·s ukrainien·ne·s : toutes les portes se sont ouvertes, comme jamais auparavant. Mais pour les réfugié·e·s subsaharien·ne·s, c'est une toute autre histoire : certaines personnes sont humainement traitées moins bien que des animaux domestiques.

Cette comparaison brutale est là pour souligner l'hypocrisie et les inégalités de traitement qui existent encore aujourd'hui dans notre secteur. Et cela nous force à nous poser la question : quelle est réellement notre valeur ajoutée ?

Il faut un peu d'humilité dans tout ça. Avant de vouloir donner des leçons, il importe de se remettre en question. C'est un gros travail de réflexion et de changement, surtout pour les grandes organisations internationales, souvent les plus structurées, mais aussi les plus lentes à évoluer. Je crois que le principal défi de notre secteur, aujourd'hui et demain, est de comprendre que ceux et celles qui sont en face de nous ne sont pas des « pauvres malheureux » qu'on doit aider, ni des partenaires à qui on va sous-traiter des projets. Ce sont des acteurs compétents, sur le terrain, qui détiennent 90 à 95 % de la solution. Ce que nous pouvons faire, c'est leur demander s'ils ont besoin d'un coup de main pour les 5 % restants, et non l'inverse.

DAH: C'est vraiment intéressant ce que tu partages, Karine. Dans le cadre de notre travail avec les étudiants en classe, on essaie de leur montrer que l'approche qu'on a parfois de l'action humanitaire, notamment cette idée de « descendre » vers les organisations locales, est un peu dépassée. On oublie souvent que les membres de ces organisations, ces professionnel·le·s, ont beaucoup bougé et ont aussi souvent fait leurs études dans des grandes villes du Nord comme New York ou ailleurs, et qu'ils ou elles sont rentré·e·s pour des raisons personnelles ou professionnelles. En d'autres termes, ces acteurs ont une meilleure compréhension des deux contextes, et une expertise très solide. Cette idée de « descente » qu'on a beaucoup vue au 20e siècle, et qui était encore assez courante dans les années 1990, a tendance à s'effriter aujourd'hui. Ce changement de perspective, qui remet les acteurs locaux au centre, est fondamental et est un élément clé de l'évolution de notre secteur. J'ai une autre question pour toi, qui découle de tout ça. Tu parles du « Nexus », de cette frontière encore floue entre l'aide humanitaire et

le développement. En plus de cela, tu travailles à la Fondation de France, un acteur assez particulier, en dehors du système traditionnel des ONG. Cela signifie-t-il le fait de travailler à la fois des enjeux humanitaires et de développement ? En tant qu'entité qui reçoit des subventions pour soutenir des projets divers, vous devez forcément travailler sur des questions des deux domaines, non ?

KM : Oui. En fait, depuis trois ans, on a mis en place un programme de prévention des crises et des catastrophes. C'est une autre illustration de ce qu'on fait à la Fondation de France. On a commencé à se demander : quels sont les territoires les plus exposés, et comment on peut intervenir en amont pour prévenir les crises ?

La Fondation de France est majoritairement concentrée en France (80 % de nos actions), mais on a rapidement identifié que les territoires ultramarins étaient peu représentés, alors que ce sont ceux qui, paradoxalement, sont à la fois les plus vulnérables et les plus exposés aux risques de catastrophes naturelles. Vous connaissez cette équation : aléas climatiques + pauvreté = catastrophe.

On a donc débuté un travail avec des acteurs locaux à Mayotte, notamment autour de la gestion de l'eau et de l'assainissement, sans savoir qu'un cyclone allait frapper cette année-là. Quand le cyclone a frappé et que les télécommunications ont été rétablies, nous étions déjà en contact avec ces associations locales qui, contrairement aux ONG humanitaires ou aux acteurs de développement classiques, sont simplement des associations de quartier. Ces acteurs locaux, qui ne se considèrent même pas comme des organisations humanitaires, ont pu immédiatement se mobiliser pour travailler sur la réhabilitation des conduites d'eau, la réparation des fontaines et rappeler les principes d'hygiène. Vous imaginez la situation : après une catastrophe, il y a toujours le risque d'une catastrophe sanitaire, comme le choléra, si les conditions d'hygiène ne sont pas rétablies rapidement. Le plus intéressant, c'est que ces associations locales ont rapidement basculé en mode urgence, avec peu de ressources mais une grande réactivité. Elles ont simplement demandé de l'aide sur quelques points logistiques et techniques qu'une grande ONG française a pu leur apporter – sur des aspects moins fréquents dans les projets de développement habituel.

Il y a aussi un rôle essentiel à jouer en matière de coordination de actions. Par exemple, dans sur un même territoire, nous pouvons mettre en relation des associations qui travaillent sur un sujet similaire d'une manière complémentaire. Elles ne se connaissent pas toujours, mais elles comprennent tout de suite l'intérêt de cette mise en réseau.

Ce rôle de « facilitateur », qui consiste à aider des acteurs locaux très engagés à lever la tête du guidon pour mieux dialoguer et coopérer, fait partie de notre travail. On ne se contente pas d'envoyer de l'aide. Nous les aidons à se connecter, à apprendre les uns des autres. On essaie aussi de les soutenir sur un aspect parfois négligé : la gestion des équipes locales. Il ne faut pas oublier que ces équipes doivent aussi prendre soin d'elles-mêmes si elles veulent tenir sur le long terme, surtout en période de crise.

C'est intéressant, car ce n'était pas du tout ce à quoi je m'attendais en entrant dans ce secteur. Ce qu'on pensait faire, c'est simplement distribuer des biens ou de l'aide. Mais en réalité, une grande partie de notre travail consiste à écouter nos partenaires, à dialoguer, à prendre le temps de comprendre leurs besoins. Et parfois, simplement leur dire qu'on est là, qu'on pense à eux, que nous sommes prêts à les soutenir dans leurs défis, ça leur fait beaucoup de bien. Ce n'est pas toujours une question de prodiguer des conseils ou de leur dire ce qu'ils doivent faire. Parfois, juste être là, à l'écoute et répondre à leurs besoins réels, c'est ce qu'ils attendent. C'est un aspect du travail qu'on ne met pas toujours en avant, mais qui est absolument crucial dans le contexte humanitaire et de développement.

DAH : Tu m'amènes doucement vers ma dernière question, qui touche plus à la gestion de projet, à l'aspect concret des choses. Qu'est-ce que tu pourrais dire à ces futur·e·s professionnel·le·s concernant la gestion de projets dans ce secteur particulier, celui de l'humanitaire et du développement ? Quels conseils pratiques ou leçons concrètes peux-tu leur donner ?

KM : Ce qui est intéressant, c'est que moi, j'adore les process, les procédures, les tableaux Excel, et tout ça. J'ai été responsable qualité, monitoring, évaluation, etc. Les KPI, c'était un vrai plaisir ! Et maintenant, je délaisse un peu cette logique. Ce que je veux dire, c'est que, bien sûr, c'est important de se former à ces outils, mais il faut garder à l'esprit qu'ils ne représentent qu'un tout petit bout de l'iceberg.

Le cadre logique, même s'il semble un peu mécanique, a son utilité parce qu'il nous aide à structurer notre

réflexion. Il permet de se poser des questions du type : « Où est-ce que je veux aller ? » et « Par où dois-je passer pour y arriver ? » Mais, on a dépassé ça.

Ce rôle de « facilitateur », qui consiste à aider des acteurs locaux très engagés à lever la tête du guidon pour mieux dialoguer et coopérer, fait partie de notre travail. On ne se contente pas d'envoyer de l'aide. Nous les aidons à se connecter, à apprendre les uns des autres. On essaie aussi de les soutenir sur un aspect parfois négligé : la gestion des équipes locales. Il ne faut pas oublier que ces équipes doivent aussi prendre soin d'elles-mêmes si elles veulent tenir sur le long terme, surtout en période de crise.

Le cadre logique ne prend pas en compte les dynamiques humaines et les jeux d'acteurs qui sont essentiels dans toute intervention humanitaire. Parce qu'au final, ce n'est pas juste une question de construire cinq écoles. C'est tout ce qu'il y a derrière : la cohésion sociale, les rapports de pouvoir, les tensions, les perceptions, etc.

Maintenant, on s'oriente davantage vers des approches plus centrées sur le changement, avec des systèmes qualitatifs de suivi et d'évaluation qui suivent l'évolution des acteurs dans un processus de développement ou d'urgence. C'est super intéressant et nécessaire, mais il ne faut pas oublier que les personnes avec qui on travaille sur le terrain sont bien loin de tout ça.

Elles sont souvent plus préoccupées par la survie du jour au lendemain que par les indicateurs qu'on leur demande. Ça peut les intéresser, oui, mais il ne faut pas les écraser avec nos exigences de data et d'indicateurs. Si elles veulent être formées à ces outils, elles nous le diront naturellement. Par ailleurs, je pense qu'on devrait intégrer un peu plus de sociologie et d'anthropologie dans nos formations en humanitaire. C'est crucial. Bien sûr, on ne peut pas comprendre toutes les communautés du monde entier, mais dès lors qu'on est amené à travailler sur un territoire, il faut s'intéresser à son histoire, à sa culture, et pas seulement à celle du pays. C'est ça qui peut faire une réelle différence.

DAH : Je te remercie, Karine. Cela fait écho à beaucoup de ce que j'essaie de transmettre à mes étudiants. À bientôt.

L'Année PhiLanthropique
The PhiLanthropic Year

PhiLab

Réseau canadien de recherche partenariale sur la philanthropie

Canadian Philanthropy Partnership Research Network

Université du Québec à Montréal
Pavillon Saint-Denis (AB), 10e étage.
1290, rue Saint-Denis
Montréal (Québec) H2X 3J7

Téléphone : 514-987-3000 #8576
Courriel : philab@uqam.ca

www.philab.uqam.ca